

# Carnets d'un chômeur facilité

**Marcel Vandewoest,**  
témoignage  
d'un chômeur  
contrôlé

Par un beau jour ensoleillé, une jolie farde neuve sous le bras, je me rends à une convocation de l'Office National de l'Emploi (ONEm). Un rendez-vous dans le terrain vague en face aurait sans nul doute été plus agréable mais je m'engouffre dans ce bloc de pierres sans style de la chaussée de Charleroi. Je dois y rencontrer un « facilitateur »- formule langagière délicieuse inventée par l'Onem pour désigner un contrôleur dont le travail est d'évaluer mes efforts pour en trouver un. Je suis donc sommé d'apporter les preuves des démarches qui devraient me mener au salariat, dans cette contrée qui compte des centaines de milliers de chômeurs. A l'échelle du pays: une multitude de doigts tapotant avec frénésie des touches de claviers et un flot d'envois postaux. Les chômeurs sauveront le service public, vous verrez.

## Une farde servant de fard

Passées les différentes étapes d'orientation géographique dans le bâtiment, trimballé d'un bureau à un autre et après une longue attente, je rencontre la personne dont le rôle sera donc de me faciliter la vie. Quelqu'un de bien informé, ayant connu l'ONEm de l'intérieur, m'avait prévenu : *une farde où tout est bien rangé, c'est déjà 50 % de gagné!* La suite de l'entretien devrait alors être à l'image de l'impression positive provoquée par l'engin à deux anneaux. Je m'assieds, pose la farde sur la table et le contrôleur lâche, une étrange lueur dans les yeux: *ah, je vois que vous avez apporté tout ce qu'il fallait!* Bingo! C'est fou ce qu'un objet anodin peut subrepticement gagner une signification puissante, voire magique.

Après cette brève évocation de mon supposé comportement de recherche d'emploi, plus rien ne relève de ce registre pendant la dizaine de minutes qui suit. Par contre, mon interlocuteur m'entretient des difficiles conditions de travail à l'ONEm: *on est payé des cacahuètes, ici !*, recherche sur son ordinateur les formulaires de demande de congés, évoque ses mensonges de chômeur à l'Onem avant d'y être engagé, etc... *Puis j'ai failli partir à l'étranger mais finalement je me*

*retrouve ici.* Sur ce visage, je surprends la moue indiquant le taux, plutôt bas, d'épanouissement dans le travail. S'ils en sont tous à ce stade, c'est pas tout de suite qu'ils vont nous motiver à la recherche effrénée.

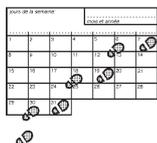
## Digressions

Avant de poursuivre sur le contrôle proprement dit, parlons des pièces demandées en guise de preuves. Petit détour par l'hôtel de Ville de Bruxelles où s'est tenue récemment une séance d'information sur la nouvelle loi réglant le travail volontaire dans les Associations sans but lucratif (ASBL). Des spécialistes des règlements de ce type d'associations et des responsables politiques présentent la loi et répondent aux questions du public. Ce n'est pas une surprise gigantesque, l'ONEm a été évoqué plusieurs fois. L'un des intervenants annonce calmement que cet organisme supprime les allocations aux chômeurs membres d'un conseil d'administration (CA) d'une ASBL, même s'ils ne sont aucunement rémunérés, car il considère que ces derniers ne sont plus disponibles sur le marché de l'emploi. Cris dans la salle : *c'est un scandale, et la liberté d'association ?* Lorsqu'on demande à la parlementaire socialiste s'il ne faut pas rappeler à l'ONEm que cette liberté est garantie par la Constitution, elle répond qu'elle n'y peut rien.

Au sein de l'ONEm, la figure idéale-typique du chômeur est donc la suivante : une personne assise chez elle, si toutefois elle peut encore payer un loyer, occupée à lire des offres d'emploi et à chercher frénétiquement ce qui n'existe pas. Tout ce qui dépasse de cette figure est impitoyablement tranché à la hache par nos amis fonctionnaires. Quel beau pays! Des centaines de milliers de gens assis et immobiles, n'exploitant pas leurs capacités.

Une activité est cependant possible dans une ASBL, si l'on n'est pas administrateur, mais il faut demander la permission à l'ONEm. Un formulaire doit être complété dans lequel il faut préciser les moments exacts d'activité sur les lieux. Simplement irréaliste pour la majorité des associations. De plus, énoncé

Plate-forme chômage



tel quel: *la réponse dépend uniquement de celui qui aura à traiter la demande, s'il est mal luné ce jour-là, il refusera.* Ou si, derrière son bureau, celui-ci n'aime pas les chômeurs se rendant utiles en choisissant de faire ce qu'ils aiment de leur temps, il refusera également. Ce n'est pas nouveau mais c'est toujours bon de rappeler que le comportement arbitraire d'une administration, présenté comme un fait acquis devant des responsables politiques, n'entraîne aucun clignement d'œil ni aucune émotion de leur part. Dans ces conditions, bien entendu, la plupart des chômeurs s'engageant dans l'associatif ne font pas cette demande.

Devant les interrogations de la salle, l'intervenante dira aussi: *faites les demandes, parce que tout ça fonctionne sur les dénonciations anonymes!* Une fois de plus, l'information selon laquelle une administration coupe les vivres à des gens sur base de lettres anonymes et de règlements absurdes, ne provoque aucune réaction de l'honorable membre de l'assemblée parlementaire. Il s'agit apparemment également d'un fait acquis et normal n'appelant aucune initiative.

Tout cela nous ramène au Curriculum Vitae (CV) demandé par le facilitateur, sujet révélant dans toute sa splendeur l'absurdité régnante. Si vous êtes chômeur et que vous avez décidé d'être actif dans la vie en créant une ASBL, qui pourrait éventuellement déboucher sur un travail futur, ou en étant membre du CA d'une ASBL existante, en vous rendant au contrôle il faudra fabriquer un faux CV ne reprenant pas cette activité! Même si celle-ci a bien évidemment apporté un surplus d'expérience dans le domaine de recherche d'emploi, à la place: un trou béant!

Et ce n'est pas tout. Dans la farde, les copies de lettres de sollicitations que le contrôleur va demander sont également falsifiées, amputées des paragraphes où vous faites valoir votre expérience lorsque vous sollicitez un emploi. On croit rêver! Alors que l'idéologie annoncée de l'administration est que le chômeur doit pouvoir se vendre au mieux, qu'elle vous force à suivre des stages de rédaction de CV et ce genre d'épreuves in-

fantilisantes, tout ça est balayé et vous êtes obligé de mentir.

## L'heure du bulletin

A présent, tout de même, l'envie de quitter ce bâtiment monte doucement en moi. Sur l'écran du facilitateur, le rapport que nous devons signer ensemble, avec les rubriques à remplir. Quelques questions rapides suivies du photocopiage de deux lettres d'employeurs contactés et du CV. Car les **contrôleurs sont contrôlés** par la hiérarchie, ils gardent donc quelques preuves motivant leur décision, au cas où on les soupçonnerait d'être trop gentils. J'ai vraiment eu l'impression que mon interlocuteur cherchait à justifier une décision déjà prise rien qu'en regardant la farde aux pouvoirs surnaturels!

Pendant que le rapport et sa décision positive émergent de l'imprimante, le contrôleur prend de l'avance sur le travail du lendemain en consultant et remplissant les plannings d'entretien futurs, tout en continuant à se plaindre du travail à l'ONEm, mais aussi des chômeurs qu'il faut bien reconvoquer, *même des petites choses, ils ne le font pas.* L'envie de dire que ceux qui font des choses ne peuvent pas le dire monte, mais: silence! Dix nouvelles minutes plus tard, comme si ma présence lui revenait à l'esprit: *Ah, on n'a pas encore signé le rapport? Pardon.*

On signe et je m'en vais en lui souhaitant bonne chance, sous-entendu: à l'Onem. Je laisse cette personne à ses dossiers et m'en retourne à mon temps libre. Rendez-vous dans seize mois. Seize mois grandement facilités.

Plate-forme chômage

